

Petite radiographie de l'économie et des finances publiques

La résilience des transferts de fonds a fait basculer le compte courant en excédent au cours de l'exercice 2025, alors même que les exportations sont tombées à leurs plus bas niveaux depuis plusieurs décennies.

Le Nouvelliste

17 sept. 2026



La résilience des transferts de fonds a fait basculer le compte courant en excédent au cours de l'exercice 2025, alors même que les exportations sont tombées à leurs plus bas niveaux depuis plusieurs décennies. Les exportations ont diminué de façon constante depuis 2019. Les importations américaines de marchandises en provenance d'Haïti sont passées d'environ 1,0 milliard de dollars en 2019 à 630 millions de dollars en 2024 et à 522 millions de dollars en 2025, reflétant l'insécurité, les perturbations portuaires et une suspension de quatre mois des préférences commerciales, peut-on lire dans le rapport « Haiti : trajectoires de croissances face à des risques accrus » de la Banque mondiale.

« Les importations se sont contractées avec l'économie, tandis que les entrées de transferts de fonds ont atteint un niveau record de 4,4 milliards de dollars au cours de l'exercice 2025, contribuant à financer le déficit commercial et portant le compte courant à un excédent de 1,9 pour cent du PIB durant l'exercice 2025, contre un déficit de 0,6 pour cent au cours de l'exercice 2024. Le compte courant devrait rester globalement équilibré durant l'exercice 2026, une facture pétrolière plus élevée creusant le déficit commercial. Les réserves internationales brutes s'établissaient à environ 3,2 milliards de dollars à la fin de l'exercice 2025, soit environ sept mois d'importations, et sont projetées à près de 3,4 milliards de dollars à la fin de l'exercice 2026 », selon ce rapport.

« La politique budgétaire a respecté les ancrages de son programme avec le FMI durant l'exercice 2025, mais la collecte des recettes est tombée à son plus bas niveau depuis plus de deux décennies. Les recettes et les dépenses ont diminué en proportion du PIB au cours de la dernière décennie. Comme Haïti perçoit plus de la moitié de ses recettes fiscales à la frontière, la contraction du commerce a comprimé les recettes publiques. Les recettes publiques sont tombées à 4,8 pour cent du PIB durant l'exercice 2025, le niveau le plus bas depuis l'exercice 2002, malgré une croissance nominale de 13,3 pour cent », indique ce rapport.

« L'insécurité a entravé l'accès aux ports, et l'affaiblissement des capacités administratives a limité la collecte. Un conflit de huit mois portant sur des arriérés de salaires a culminé par la suite avec une fermeture des douanes en avril 2026, pesant sur les recouvrements du début de l'exercice 2026. Néanmoins, toutes les cibles quantitatives du programme de référence du FMI ont été atteintes à la fin de décembre 2025. Le solde primaire a affiché un léger excédent (0,1 pour cent du PIB durant l'exercice 2025), le financement monétaire du déficit est resté nul pour une deuxième année consécutive, et les réserves internationales nettes ont atteint 1,76 milliard de dollars en décembre 2025 », selon ce rapport de la Banque mondiale.

« Le FMI a achevé la troisième revue du programme en mai 2026 et l'a prolongé jusqu'en juin 2027, projetant un creusement du déficit à environ 0,9 pour cent du PIB durant l'exercice 2026 à mesure que les recettes reculent davantage », informe ce rapport.

« La dette publique est faible, mais la capacité de portage de la dette l'est encore davantage. Haïti demeure exposé à un risque élevé de surendettement. La dette publique totale est tombée à environ 12,3 pour cent du PIB lors de l'exercice 2025 (dette publique externe : 1,5 pour cent), ce qui reflète l'annulation en 2024 de la dette liée au Venezuela et l'absence de nouveaux emprunts », selon la Banque mondiale.

« La plus récente Analyse conjointe de la viabilité de la dette de la Banque mondiale et du FMI (décembre 2025) évalue néanmoins Haïti comme exposé à un risque élevé de surendettement externe et global, la dette n'étant viable que sous l'hypothèse d'un financement concessionnel continu, principalement sous forme de dons », soutient ce rapport.

« C'est la faible capacité d'Haïti à assurer le service de la dette externe, plutôt que le faible encours de la dette, qui constitue la contrainte déterminante pesant sur les options de financement », a souligné la Banque mondiale.

La faible mobilisation chronique des recettes intérieures en Haïti (4,8 pour cent lors de l'exercice 2025) limite les dépenses de développement dans les infrastructures, la santé et l'éducation. Les dépenses ne sont fréquemment pas alignées sur les priorités déclarées du gouvernement. Par exemple, les subventions à l'énergie ont représenté en moyenne 2,2 pour cent du PIB entre 2010 et 2022, tandis que les dépenses combinées d'éducation, de santé et de protection sociale n'ont atteint en moyenne que 1,7 pour cent du PIB sur la même période. Les acteurs non étatiques, y compris les organisations de la société civile et les ONG internationales, fournissent une part importante des services de base. À la suite du séisme de 2010, le budget a bénéficié d'une aide exceptionnelle des bailleurs de fonds, les dons externes passant de 2 pour cent du PIB en 2004 à un pic de 15,5 pour cent en 2010. L'aide des bailleurs de fonds a continuellement diminué au cours des années qui ont suivi le séisme, pour atteindre 2,4 pour cent du PIB en 2018 et environ 1,2 pour cent du PIB lors de l'exercice 2025, peut-on lire dans ce rapport.

Avec une aide des bailleurs de fonds à un niveau aussi faible, la mobilisation des ressources intérieures et l'efficacité des dépenses publiques constitueront des priorités importantes. L'environnement des affaires s'est progressivement détérioré après 2018, puis fortement à partir de 2021, à la suite d'une série de troubles sociopolitiques et de la violence des gangs. Des troubles sociaux et des vagues de violence, y compris plusieurs épisodes de paralysie totale de l'économie, ont caractérisé les années 2018 et 2019, informe ce rapport de la banque mondiale.

En 2020, les licenciements provoqués par la pandémie de la COVID-19 sont venus aggraver un contexte politique déjà instable et un environnement social non sécurisé, entraînant une contraction économique plus marquée que celle des deux années précédentes. L'augmentation de la violence liée aux gangs à la fin de 2021 a perturbé les chaînes d'approvisionnement nationales, notamment la distribution de carburant et de denrées alimentaires.

Pour les entreprises, cela s'est traduit par une réduction des activités productives et des profits en raison de la fermeture partielle ou définitive des sites de production ou des entreprises, de la hausse des coûts de sécurité, des démissions de personnel liées à l'émigration, ainsi que des pillages et des actes de vandalisme qui ont entraîné des pertes et des dommages au stock de capital (physique et humain), a mis en avant la Banque mondiale.